

Produire du lait:

entre diversité de modèles et difficulté d'autonomie.

Les changements structurels auxquels sont confrontées les exploitations laitières suscitent questions et critiques en raison de l'impact de l'agrandissement et de l'intensification des systèmes de production sur les charges de travail et la qualité de vie des exploitants, les difficultés de reprise de certaines structures vu les capitaux mobilisés, de même que sur l'environnement et le bien-être animal.

Vers plus de durabilité ?

De par sa capacité à transformer des fourrages non valorisables dans l'alimentation humaine en produits de bonne qualité nutritionnelle, le ruminant présente de sérieux atouts pour la valorisation des prairies qui occupent près de 50 % de la superficie agricole utile (SAU) wallonne. Prairies qui, par ailleurs, rendent de nombreux services écosystémiques à la société, tels que le stockage de carbone, la préservation des sols ou encore de la biodiversité. Les exploitations laitières – abritant 42 % des vaches wallonnes – sont néanmoins aujourd'hui confrontées à de profonds changements. D'une part, le secteur de la production laitière fait face à une plus forte érosion du nombre d'exploitations que les autres secteurs (-70 % contre -50% en 25 ans¹) et à un agrandissement concomitant des structures qui se maintiennent. Cet accroissement de la taille des troupeaux et de la productivité des animaux a permis de maintenir la production laitière wallonne totale à un niveau relativement stable. Ces changements structurels suscitent néanmoins questions et critiques en raison de l'impact de l'agrandissement et de l'intensification des systèmes de production sur les charges de travail et la qualité de vie des exploitants, les difficultés de reprise de certaines structures vu les capitaux mobilisés, de même que sur l'environnement et le bien-être animal. D'autre part, les éleveurs font face à un prix du lait volatil et ce, parallèlement à une augmentation des coûts de production, liée à la hausse du prix des matières premières². La suppression des quotas risque d'accroître plus encore cette volatilité et de questionner la compétitivité des exploitations wallonnes sur le marché international. Ces nombreux défis questionnent le futur de l'élevage laitier en Wallonie. Dans ce contexte, nous proposons, après une présentation de la diversité des exploitations laitières spécialisées wallonnes, d'explorer si la recherche d'autonomie en intrants est une voie possible permettant d'améliorer conjointement les performances économiques et environnementales des exploitations et, dès lors, leur résilience et durabilité. Certains mécanismes, identifiés avec les producteurs et membres des filières, verrouillent néanmoins les systèmes de production dans leur configuration actuelle (voir deuxième article).

1. La diversité des exploitations : des marges de progrès existent

En 2012, 4.139 exploitations laitières sont comptabilisées en Wallonie dont 45 % sont spécialisées dans cette spéculation³. Ces exploitations spécialisées détiennent, en moyenne, 65 vaches laitières et possèdent une superficie de 58 hectares, dont 69 % sont couverts par des prairies permanentes. Au sein d'un échantillon de 478 exploitations laitières spécialisées, reprises dans les bases de données de la Direction de l'Analyse économique agricole et de l'Association Wallonne de l'Élevage, cinq systèmes types, homogènes au niveau de leurs caractéristiques structurelles, de leurs performances économiques et environnementales, ont été distingués (figure 1) :

- le modèle **lait et cultures de vente** qui possède des résultats économiques relativement faibles, en comparaison aux autres systèmes, et des performances environnementales moyennes, si ce n'est une utilisation de pesticides plus importante.
- le modèle **herbager** dont la SAU est principalement couverte par des prairies permanentes et qui présente un faible impact environnemental, de même que des résultats économiques relativement élevés, surtout en ce qui concerne son efficience économique.
- le modèle **herbager intensif** où les prairies permanentes occupent une majeure partie de la superficie agricole, qui possède un impact environnemental relativement élevé mais de bons résultats économiques, notamment en termes d'autonomie vis-à-vis des subsides.
- le modèle **prairies et maïs**, présentant une production laitière assez faible, se caractérisant par un revenu et une efficience économique peu favorables. Sa consommation d'énergie et ses émissions d'azote sont relativement faibles, tandis que son utilisation de pesticides et de produits vétérinaires est plutôt élevée.
- le modèle **prairies et maïs, de grande taille et intensif** qui s'avère particulièrement performant au niveau économique (revenu et autonomie vis-à-vis des aides) mais présente un impact environnemental relativement marqué.

¹ Direction de l'Analyse économique agricole, 2013. Evolution de l'économie agricole et horticole de la Wallonie (2012-2013). http://agriculture.wallonie.be/apps/spip_wolwin/IMG/pdf/rapport2012.pdf

² Les matières premières fossiles affectent par ricochet les matières premières d'exploitation (fertilisants et aliments pour bétail).

³ Il s'agit de fermes qui ne produisent que du lait. Les autres combinent production de lait et de viande ou production de lait et grandes cultures.

Figure 1 : Classification des exploitations laitières spécialisées sur base de leurs caractéristiques structurelles et de leurs performances environnementales

	STRUCTURE			ENVIRONNEMENT	ECONOMIE		
					Revenu	Efficience	Aides
C				N N 	-	-	-
G1				N 	+	++	+
G2				N N N 	+	+	++
GM1				N N 	-	-	+
GM2				N N N 	++	+	++

	Taille du troupeau		Prairies permanentes		Consommation d'énergie par hectare
	Maïs		Autres cultures		Frais vétérinaires par vache
	Cultures de vente	N	Surplus en azote par hectare		Pesticides par hectare

Cette analyse souligne l'intérêt du modèle herbager dans sa capacité à combiner des performances environnementales et économiques relativement élevées. De telles performances s'expliquent essentiellement par une moindre utilisation d'intrants, et particulièrement d'aliments pour le bétail et d'engrais. De fortes variations peuvent par ailleurs être mises en évidence entre des exploitations appartenant à un même groupe. Cela atteste l'existence de marges de progrès potentielles pour améliorer les performances environnementales sans détériorer significativement les résultats économiques.

2. L'autonomie en intrants :
une voie d'amélioration de la durabilité des fermes

L'autonomie en intrants d'une exploitation est sa « capacité à produire des biens et services à partir de ses propres ressources, c'est-à-dire avec un minimum d'intrants ». En fonction du contexte, la recherche d'autonomie peut passer par la production des semences, des fourrages, des aliments concentrés..., au sein de l'exploitation. Les systèmes de

production requérant un minimum d'intrants sont moins sensibles aux variations des coûts de l'énergie et des intrants, ce qui leur donne un avantage économique non négligeable dans un contexte marqué par une augmentation significative du coût des matières premières. Afin d'objectiver cette voie d'amélioration, ce travail s'est penché sur l'influence du degré d'autonomie en intrants des exploitations laitières sur leurs performances économiques et environnementales. Pour ce faire, des données relatives à 335 exploitations laitières spécialisées conventionnelles (2008), essentiellement localisées en région herbagère, ont été utilisées. De manière complémentaire, 30 exploitations biologiques ont été étudiées séparément afin d'éviter toute confusion entre l'effet du mode de production (conventionnel versus biologique) et celui de l'autonomie. D'un point de vue structurel, nos résultats ont montré que les exploitations conventionnelles les plus autonomes en intrants sont caractérisées, en moyenne, par une superficie agricole majoritairement occupée par des prairies permanentes (93% de la superficie). Ces exploitations utilisent moins d'intrants, notamment moins d'aliments pour le bétail, tout en produisant un volume de lait similaire à celui

Tableau 1 : Rôle de l'autonomie dans les performances environnementales et économiques d'exploitations laitières conventionnelles et biologiques (2008)

	Exploitations les moins autonomes ⁴ (n = 78)	Exploitations les plus autonomes ⁵ (n = 81)	Exploitations biologiques (n = 30)
Production laitière (litres)	477.115	454.547	305.249
Superficie agricole utile (ha)	59	58	68
Nbr. vaches laitières	71	72	56
Prairies permanentes (% de la superficie agricole)	86	93	87
Consommation d'énergie (mégajoule/ha)	27.478	19.934	10.172
Surplus d'azote (kg d'azote/ha)	152	102	27
Excédent brut d'exploitation, aides comprises (€/unité de travail)	48.999	82.028	72.650
Efficience économique (%)	43	68	71
Variation de revenu entre 2008 et 2009 (%)	+ 9	- 16	- 2

des autres exploitations. Elles parviennent dès lors à combiner des performances économiques et environnementales relativement élevées. Pour une production laitière équivalente, les exploitations les plus autonomes obtiennent ainsi, en moyenne, un revenu par unité de travail familial supérieur de 67% à celui des exploitations les moins autonomes, tout en consommant moins d'énergie (-28%) et en diminuant le surplus d'azote (-33%). Sur base d'une comparaison entre 2008 et 2009, nos résultats mettent cependant en évidence qu'en cas de chute du prix du lait, les exploitations peu autonomes possèdent davantage de marges de manœuvre pour réduire leur utilisation d'intrants, et donc leurs coûts de production, sans affecter leur volume de production. Ces exploitations voient dès lors leur revenu diminuer de manière moins marquée, même si celui-ci reste inférieur à celui des exploitations plus autonomes. Les exploitations en agriculture biologique, quant à elles, favorisent l'utilisation de ressources produites au sein de la ferme. La non utilisation d'azote minéral leur permet d'obtenir un faible impact environnemental, tant en termes de consommation d'énergie (-49%, en comparaison aux fermes conventionnelles les plus autonomes) que de surplus d'azote par hectare (-73%). Au niveau économique, elles obtiennent des performances similaires à celles des exploitations conventionnelles les plus autonomes. En 2009, lors de la « crise du lait », le revenu des exploitations biologiques est resté relativement stable suite à une chute moins marquée du prix de leur lait. Ces résultats confirment le rôle clé de l'utilisation d'intrants dans la durabilité économique et environnementale des exploitations laitières spécialisées conventionnelles et biologiques. La variabilité entre exploitations met en évidence qu'il existe des marges de progrès pour produire une quantité similaire de lait tout en consommant moins d'intrants, c'est-à-dire, dans notre cas, d'aliments pour le bétail et/ou d'engrais.

Comment expliquer alors la persistance d'exploitations présentant une moindre efficience dans l'utilisation de leurs

intrants? L'influence des politiques agricoles passées constitue une première raison. En effet, un des objectifs premiers de la politique agricole commune (PAC) était d'augmenter la production afin de permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité en quantité. Les subsides accordés aux agriculteurs étaient calculés sur base de leur niveau de production, ce qui les a poussés à considérer le rendement brut comme unique objectif de production. Parallèlement, le développement des connaissances, les objectifs de sélection, les organismes de conseil et de formation agricole ont été orientés dans cette direction. La recherche de productivité et de simplification des pratiques ont, en outre, encouragé les éleveurs à distribuer des aliments concentrés aux animaux toute l'année afin de garantir une production élevée et stable, sans pleinement tenir compte de la qualité des fourrages disponibles au sein des exploitations. L'optimisation de la gestion des pâturages et des fourrages pourrait, par conséquent, expliquer comment certaines exploitations parviennent à acheter moins d'aliments pour le bétail sans pour autant diminuer leur niveau de production. Elle permet de concilier performances économiques et environnementales, que ces dernières soient exprimées par hectare ou par litre de lait. Favoriser le développement et l'adoption de telles pratiques nécessite cependant de tenir compte de certains mécanismes – dits de verrouillage – freinant le changement des systèmes de production.

Remerciements

Ce travail a été financé par le Fonds de Recherche Scientifique dans le cadre d'une bourse FRIA (Fonds pour la formation à la Recherche dans l'Industrie et l'Agriculture). Nous tenons à remercier la Direction de l'Analyse économique agricole et l'Association Wallonne de l'Élevage pour avoir mis à notre disposition les données à partir desquelles les analyses sur la diversité et l'autonomie des fermes ont été réalisées.



AUTEURS

T. Lebacqz, D. Stilmant et Ph. Baret (Université catholique de Louvain et Centre wallon de Recherches agronomiques)

⁴ 25 % des fermes de l'échantillon ayant l'autonomie en intrants la plus faible.
⁵ 225 % des fermes de l'échantillon ayant l'autonomie en intrants la plus élevée.